

La voix de l'Opposition de gauche

Hollande et le PS : le président et le parti de la finance.

31.01.2013

Extraits commentés d'un article de l'Expansion paru hier : *Réforme bancaire pourquoi les banques défendent les hedge funds* . Ils concernent le projet de la loi du gouvernement sur l'encadrement des activités bancaires qui sera soumis aux parlementaires. Il figure un tiret devant les extraits de cet article.

Selon l'auditoire auquel ils s'adressent les représentants des banquiers ne tiennent pas le même discours, normal.

- Le lobby bancaire est dans les starting blocks. A deux semaines de l'examen du projet de loi bancaire, les dirigeants des grands établissements français ont tenté une nouvelle fois ce mercredi de convaincre les députés des menaces qu'il ferait planer sur leurs activités. "*Nous pensons que compte tenu du nombre de réformes qui sont arrivées ces dernières années, cette évolution n'était ni une urgence, ni une priorité*", a ainsi objecté Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit agricole S.A. et président de la Fédération bancaire française. Un ton inquiet qui contraste curieusement avec les propos rassurants tenus encore très récemment par les banquiers à leurs actionnaires.

On comprend pourquoi le gouvernement refuse de communiquer l'impact des mesures qu'il a annoncées, parce qu'elles ne changeront rien.

- Si les banquiers tirent aujourd'hui le signal d'alarme, c'est qu'ils craignent les amendements à venir. En l'état le projet n'est pas vraiment contraignant. (...) L'isolement des activités spéculatives dans une filiale devrait concerner moins de 5% de l'activité totale des banques. Une estimation qui n'a pas été confirmée officiellement puisque le gouvernement refuse toujours la mise en place d'une étude d'impact préalable.

Le gouvernement brasse du vent à l'attention des naïfs ou des ignorants. Pas seulement, il sert à couvrir la véritable nature du PS, cela s'adresse aussi bien aux élus et aux adhérents de ce parti qu'aux parasites au sein du mouvement ouvrier qui gravitent autour et qui le soutiennent tout en prétendant combattre sa politique.

Ce que démontrent ces mesures, c'est tout d'abord que le PS et le gouvernement n'ont jamais eu l'intention de s'attaquer réellement au pouvoir de la finance. Ensuite, qu'il est impossible de remettre en cause son hégémonie sur le reste de la société et du monde sans remettre en cause l'existence du système économique capitalisme lui-même. Ajoutons, que toute politique qui se situerait (en parole) dans cette perspective incluant le PS, consisterait en dernière analyse à refuser de rompre avec le capitalisme, devrait être assimilée à une escroquerie politique en direction des travailleurs et des militants du mouvement ouvrier.

- Des amendements, il y en aura donc à foison: meilleur encadrement du trading haute fréquence, filialisation des activités de tenues de marché, paradis fiscaux...

Il faut lire exactement l'inverse que ce qui figure dans le paragraphe suivant, les opérations des hedge funds sont par nature très risquées et pas du tout sécurisées, elles servent à couvrir des risques que les banques ne veulent pas prendre à leur charge et les seules garanties qu'ils peuvent fournir relèvent des profits à venir sur la spéculation.

- Dans cette grande foire à la rectification, une proposition attire l'attention. Elle concerne les hedge funds (fonds spéculatifs) et fait beaucoup de bruit en ce moment dans le petit milieu de la finance. Dans sa version actuelle, le texte prévoit de séparer les activités de crédits aux hedge funds seulement en cas d'opérations non sécurisées. Mais ces activités non sécurisées sont en fait pratiquement inexistantes, car en règle générale les fonds spéculatifs, dont l'activité est très risquée, doivent toujours fournir des garanties aux banques en contreparties d'un prêt.

La suite confirme ce que j'ai souligné plus haut.

- Rappelons en effet que l'objectif d'un hedge funds est de spéculer en utilisant l'effet de levier de l'emprunt: avec 1 de capital, le fond va pouvoir emprunter 3 et spéculer jusqu'à 4. C'est pourquoi, pour les défenseurs de la régulation, il faut aller beaucoup plus loin en filialisant purement et simplement ces activités, accusées de financer la spéculation.

Ce qui inquiète les banquiers, c'est qu'en réalité les hedge funds servent également à couvrir les opérations spéculatives ou très risquées des banques. Au final, ils se couvrent mutuellement avec le soutien des gouvernements parfaitement au courant.

- Pour les banquiers un tel cantonnement serait une catastrophe. Ils affirment d'abord qu'à force de diaboliser ces fonds, les seuls à prendre certains risques, la France risque de perdre un acteur important du financement de sa dette.

L'auteur de cet article dit ensuite que les banques ne pourront plus compter sur l'Etat, il oublie tout simplement la BCE qui remplira le même rôle sinon mieux, exactement comme le fait la Fed aux Etats-Unis.

- En réalité, en séparant ces activités de la banque de détail, les banques n'auront plus le soutien de l'Etat pour se financer sur les marchés, ce qui risque de rendre le financement des hedge funds beaucoup moins lucratif.

La fin de cet article est un régal, puisqu'il met en relief la nature de la soi-disant gauche du PS qui soutient les banquiers et les hedge funds.

- Quelles sont les chances de cet amendement de passer? Elles semblent maigres. Le chef de file des députés socialistes sur cette réforme, Laurent Baumel, est le premier à penser que ces activités sont indispensables à l'économie et qu'à ce titre elles ne doivent pas être cantonnées. Ce n'est pas l'avis d'un grand nombre d'économistes, ni même du rapport Liikanen, qui préconise cette filialisation, et dont le gouvernement assure s'être inspiré. Mais c'est pourtant ce qu'aurait assuré Pierre Moscovici mardi lors d'une audition avec des députés socialistes. Preuve que le lobby bancaire a encore frappé ? *"C'est à se demander si le gouvernement n'est pas totalement embrigadé par des banques qui lui racontent absolument n'importe quoi"*, s'emporte un analyste. Lexpansion.com 30.01

Question franchement déplacée : Le gouvernement est totalement acquis à l'oligarchie financière et il ne cesse d'en faire la démonstration.

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, le PS n'est plus un parti petit-bourgeois lié au capital et qui aurait une origine lointaine ouvrière, il est devenu au fil du temps avec l'évolution du capitalisme un parti de petits et grands bourgeois totalement inféodé au capital ayant définitivement rompu avec son origine ouvrière, un parti contre-révolutionnaire, réactionnaire sur toute la ligne.

C'est le constat que les dirigeants des partis ouvriers refusent d'admettre, et qui explique en partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, puisqu'en conservant des liens avec ce parti, c'est en réalité avec le capital et le régime qu'ils ont de liens, dans ces conditions il leur est impossible de développer une politique conforme aux intérêts des travailleurs qui se traduirait par la construction d'un nouveau parti révolutionnaire ou communiste, ceci explique largement cela. Facile à comprendre, non ?